

- Commerce;
- Section littéraire;
- Cours littéraires;
- Education physique;
- Education physique — Biologie;
- Langues modernes;
- Langue maternelle — Anglais;
- Langue maternelle — Histoire;
- Musique;
- Education musicale;
- Néerlandais;
- Néerlandais — Anglais;
- Néerlandais — Histoire;
- Arts plastiques;
- Arts décoratifs;
- Dessin et travail manuel;
- Sciences — Géographie;
- Section scientifique;
- Cours scientifiques;
- Mathématiques;
- Mathématiques — Sciences économiques;
- Mathématiques — Physique »

Art. 22. Dans l'article 7 de l'arrêté précité, dont le texte actuel formera le § 1er, il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Pour l'application du présent arrêté, le diplôme de licencié en sciences pédagogiques ou de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques ou de licencié en pédagogie ou de licencié en sciences de l'éducation ou de licencié en sciences psycho-pédagogiques délivré avant le 1er janvier 1968, est assimilé respectivement au diplôme de licencié en sciences pédagogiques ou de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques ou de licencié en sciences pédagogiques ou de licencié en sciences de l'éducation ou de licencié en sciences psycho-pédagogiques, complété par un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur. »

Art. 23. Dans l'arrêté précité est inséré un article 12 bis rédigé comme suit :

« Art. 12 bis : § 1er. Les membres du personnel qui :

- au 1er juin 1990 sont en service dans un internat subventionné ou dans un établissement d'enseignement subventionné auquel est rattaché un internat;
- et qui possèdent au moins un titre de capacité d'ESTC,

 sont censés être en possession d'un titre de capacité jugé suffisant pour la fonction d'administrateur avec l'échelle de traitement 165, à partir du moment où ils ont acquis trois années d'expérience utile dans un internat subventionné ou dans un Institut médico-pédagogique. »

§ 2. Les membres du personnel qui :

- au 1er juin 1990 sont en service dans un internat subventionné ou dans un établissement d'enseignement subventionné auquel est rattaché un internat,
- et qui possèdent au moins un titre de capacité d'ESS,

 sont censés être en possession d'un titre de capacité jugé suffisant pour la fonction d'administrateur avec l'échelle de traitement 384, à partir du moment où ils ont acquis trois années d'expérience dans un internat subventionné ou dans un Institut médico-pédagogique. »

Art. 24. Les dispositions du présent chapitre produisent leurs effets à partir du :

- 1er septembre 1990, en ce qui concerne l'article 23;
- 1er septembre 1991, en ce qui concerne les articles 20, 21 et 22.

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990 relatif aux titres de capacité, aux échelles de traitement et au statut pécuniaire dans l'enseignement spécial*

Art. 25. § 1er. Dans l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif flamand précité relatif aux titres de capacité, aux échelles de traitement et au statut pécuniaire dans l'enseignement spécial est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le titre d'aptitude à enseigner dans l'enseignement spécial peut également être délivré par les instances visées à l'article 75, § 1er, du décret du 5 juillet 1989 relatif à l'enseignement ».

§ 2. Dans l'article 4 du même arrêté, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Pour le porteur du diplôme de licencié, qui est également titulaire du diplôme d'AESI, ce dernier diplôme est assimilé au diplôme d'AESS. »

Art. 26. § 1er. Dans l'article 8 de l'arrêté précité, dont le texte actuel formera le § 1er, le point 9° est remplacé par la disposition suivante :

« 9° A.E.S.I. — Cours généraux : le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur dans les sections et/ou les spécialités suivantes :

- Cours généraux;
- Anglais;
- Anglais — Histoire;
- Français — Géographie — Sciences économiques;
- Français — Anglais;
- Français — Histoire;
- Langues germaniques;
- Commerce;
- Section littéraire;
- Cours littéraires;
- Education physique;

- Education physique — Biologie;
- Langues modernes;
- Langue maternelle — Anglais;
- Langue maternelle — Histoire;
- Musique;
- Education musicale;
- Néerlandais;
- Néerlandais — Anglais;
- Néerlandais — Histoire;
- Arts plastiques;
- Arts décoratifs;
- Dessin et travail manuel;
- Sciences — Géographie;
- Section scientifique;
- Cours scientifiques;
- Mathématiques;
- Mathématiques — Sciences économiques;
- Mathématiques — Physique »

§ 2. Dans l'article 8 de l'arrêté précité, dont le texte actuel formera le § 1er, il est inséré un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Pour l'application du présent arrêté, le diplôme de licencié en sciences pédagogiques ou de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques ou de licencié en pédagogie ou de licencié en sciences de l'éducation ou de licencié en sciences psycho-pédagogiques délivré avant le 1er janvier 1968, est assimilé respectivement au diplôme de licencié en sciences pédagogiques ou de licencié en sciences psychologiques et pédagogiques ou de licencié en pédagogie ou de licencié en sciences de l'éducation ou de licencié en sciences psycho-pédagogiques, complété par le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, ainsi qu'à un titre d'enseignement supérieur de type long, complété par un titre pédagogique. »

Art. 27. Dans l'article 11 de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990, les §§ 2 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Dans l'enseignement secondaire spécial, les heures de conseil de classe et de direction de classe doivent être assimilées par le pouvoir organisateur, soit à la formation générale et sociale — spécialité éducation physique, soit à la formation générale et sociale — technique de compensation Braille dans le type 6, soit à la religion, soit à la morale non confessionnelle, soit à la formation à caractère occupationnel dans le type d'enseignement 2, soit à la formation à caractère occupationnel dans le type d'enseignement 3 avec mention de la spécialité. »

« § 4. Les heures de recyclage et de guidance dans l'enseignement secondaire spécial doivent être assimilées par le pouvoir organisateur, soit à la formation générale et sociale — spécialité éducation physique, soit à la formation générale et sociale — technique de compensation Braille dans le type 6, soit à la religion, soit à la morale non confessionnelle. »

Art. 28. Dans l'article 11 de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990, il est inséré un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. L'assimilation visée aux §§ 2, 3, 4, et 5 est déterminée en fonction des titrés de capacité dont le membre est porteur. Selon cette assimilation le membre du personnel est en possession d'un titre requis, jugé suffisant ou autre. »

Art. 29. Les annexes 3 et 7 de l'arrêté précité de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1990 sont remplacées par les annexes 8 et 9 jointes au présent arrêté :

Art. 30. Les dispositions du présent chapitre produisent leurs effets à partir du :

- 1er septembre 1990, en ce qui concerne les articles 25, § 1er, 27 et 28;
- 1er septembre 1990, en ce qui concerne les articles 25, § 2 et 29, sauf que, pendant la période du 1er septembre 1990 au 31 août 1991, ces dispositions ne peuvent pas avoir pour les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des effets relatifs à la rémunération et à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et la remise au travail;
- 1er septembre 1991, en ce qui concerne l'article 26.

CHAPITRE IV. — Modification de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 26 septembre 1990 relatif aux titres, aux échelles de traitement et au statut pécuniaire des maîtres de religion et des professeurs de religion

Art. 31. Dans l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 26 septembre 1990 relatif aux titres, aux échelles de traitement et au statut pécuniaire des maîtres de religion et des professeurs de religion les mots « de l'enseignement secondaire de la pêche maritime » sont insérés entre les mots « partiel » et « et d'enseignement ».

Art. 32. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1er. Les membres du personnel visés à l'article 10 continuent à bénéficier de l'échelle de traitement qui pouvait leur être octroyée sur la base de la réglementation en vigueur avant le 1er septembre 1990, sauf si le titre dont ils disposent donne droit à une échelle de traitement plus élevée. »

§ 2. Les membres du personnel visés à l'article 10 qui, sur la base de la réglementation en vigueur avant le 1er septembre 1990 :

- n'étaient pas porteurs d'un titre requis et qui, par application du présent arrêté, sont porteurs d'un titre requis;
- n'étaient pas porteurs d'un titre requis et qui par application du présent arrêté, sont porteurs d'un titre jugé suffisant;
- étaient porteurs d'un titre requis et qui, par application du présent arrêté, sont porteurs d'un titre requis, continuent à bénéficier de l'échelle de traitement qui pouvait leur être octroyée sur la base de la réglementation en vigueur avant le 1er septembre 1990, sauf si le titre dont ils disposent donne droit à une échelle de traitement plus élevée.

§ 3. Dans l'enseignement secondaire ordinaire et dans le type d'enseignement 4 de l'enseignement secondaire spécial, les membres du personnel visés aux §§ 1er et 2 bénéficient au premier et au deuxième degré de l'échelle de traitement qui pouvait leur être octroyée sur la base de la réglementation applicable avant le 1er septembre 1990 dans l'enseignement secondaire ordinaire du cycle inférieur, sauf si le titre dont ils disposent donne droit à une échelle de traitement plus élevée.

§ 4. Dans l'enseignement secondaire ordinaire et dans le type d'enseignement 4 de l'enseignement secondaire spécial, les membres du personnel visés aux §§ 1er et 2 bénéficient au deuxième et au troisième degré de l'échelle de traitement qui pouvait leur être octroyée sur la base de la réglementation applicable avant le 1er septembre 1990 dans l'enseignement secondaire du cycle supérieur, sauf si le titre dont ils disposent donne droit à une échelle de traitement plus élevée.

§ 5. Si les dispositions des §§ 3 et 4 sont également applicables à un membre du personnel, l'échelle de traitement la plus favorable lui est attribuée.

§ 6. Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique ne sont pas applicables. *

Art. 33. § 1er. Les annexes 1/5 à 1/13 de l'arrêté précité sont remplacées par les annexes 10 à 18, jointes au présent arrêté.

§ 2. L'annexe 3/1 de l'arrêté précité est remplacé par l'annexe 19, jointe au présent arrêté.

Art. 34. Les dispositions du présent chapitre produisent leurs effets à partir du 1er septembre 1990.

Bruxelles, le 19 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

Les annexes à cet arrêté sont publiées en supplément au *Moniteur belge* du 24 juin 1992, sous les folios — 1 — à — 1164 —.

N. 92 — 1683

[S-C — 35668]

3 JUNI 1992. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot vaststelling van het kiesreglement voor de centrale raad van bestuur van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het bijzonder decreet van 19 december 1988 betreffende de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs, inzonderheid op het artikel 31;

Gelet op het advies van de Centrale Raad van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs, gegeven op 26 maart 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de Vlaamse Executieve de bevoegdheid verleent en de verplichting oplegt, ter uitvoering van het decreet, uit de beginselen van dat decreet en zijn algemene economie alsmede uit zijn samenhang met de decreten welke de rechtspositie van de personen in het onderwijs regelen, de gevolgtrekkingen af te leiden en in regels om te zetten welke daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien, volgens de geest die aan de opvattingen van het decreet ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die het nastreeft;

Op voorstel van de Gemeenschapsminister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° de centrale raad : de centrale raad van bestuur van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs;

2° de lokale raad : de lokale schoolraad of de lokale raad van bestuur;

3° het bijzonder decreet : het bijzonder decreet van 19 december 1988 betreffende de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs.

HOOFDSTUK II. — Het kiesbureau

Art. 2. § 1. De organisatie van de verkiezingen van de rechtstreeks te verkiezen leden van de centrale raad wordt opgedragen aan een kiesbureau, dat bestaat uit :

1° de administrateur-generaal;

2° de adjunct-administrateur-generaal;

3° drie leden van de administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs, aangewezen door de centrale raad.

De centrale raad wijst voor elk lid van het kiesbureau een plaatsvervanger aan.

Kandidaten, bloed- of aanverwanten tot en met de derde graad van kandidaten, kunnen geen lid zijn van het kiesbureau.

§ 2. Het kiesbureau kan een beroep doen op personeel van de administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs voor het waarnemen van zijn secretariaat.

§ 3. Iedere kandidaat kan een getuige afvaardigen bij de verrichtingen van het kiesbureau, bedoeld in hoofdstuk VI. Deze getuige moet vooraf gemandateerd zijn en zijn naam moet vooraf medegedeeld zijn aan het kiesbureau in de vorm en binnen de termijn door het kiesbureau bepaald. Het kiesbureau nodigt de getuigen uit aanwezig te zijn bij de hiervoor bedoelde verrichtingen. Getuigen kunnen geen lid zijn van het kiesbureau.

Art. 3. Het kiesbureau neemt alle noodzakelijke maatregelen om het regelmatig verloop van de verkiezingen te verzekeren.

HOOFDSTUK III. — Het stembureau

Art. 4. § 1. Ten laatste veertig dagen vóór de datum van de verkiezingen wordt per lokale raad een stembureau opgericht.

§ 2. Dit stembureau bestaat, onverminderd de toepassing van § 4 van dit artikel, uit alle leden van de lokale raad. Kandidaten kunnen echter geen deel uitmaken van het stembureau.

§ 3. De afgevaardigd bestuurder is voorzitter van het stembureau. Indien de afgevaardigd bestuurder kandidaat is, wordt hij vervangen door het oudste instellingshoofd of, indien er geen instellingshoofd beschikbaar is, door een personeelslid van het Gemeenschapsonderwijs of van de administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs door het stembureau uit zijn midden aangewezen, met uitsluiting van de leden bedoeld in artikel 2, § 1.

§ 4. Het stembureau is verantwoordelijk voor het goede verloop van de stemverrichtingen. De voorzitter moet alle nodige maatregelen treffen opdat het stembureau geldig kan worden samengesteld. Indien de voorzitter afwezig is, wijst het stembureau uit zijn midden een plaatsvervangend voorzitter aan onder de personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs of van de administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs, met uitsluiting van de leden bedoeld in artikel 2, § 1. Om geldig te kunnen werken moeten, naast de voorzitter van het stembureau, ten minste twee leden aanwezig zijn. Indien deze niet aanwezig zijn, kan de voorzitter een beroep doen op leden van een pedagogisch college om het minimum aantal te bereiken.

§ 5. Iedere kandidaat kan een getuige per stembureau afvaardigen bij de stemverrichtingen. Deze getuige moet vooraf gemandateerd zijn en zijn naam moet vooraf medegedeeld worden aan het stembureau in de vorm en binnen de termijn bepaald door het kiesbureau. Het stembureau nodigt de getuige uit aanwezig te zijn bij de stemverrichtingen. Getuigen kunnen geen lid zijn van het stembureau.

HOOFDSTUK IV. — De kiezerslijsten

Art. 5. § 1. Zijn kiesgerechtigd voor de verkiezing van de rechtstreeks te verkiezen leden van de centrale raad :

1° de rechtstreeks verkozen leden van de lokale raden;

2° de leden van de lokale raden die uit de pedagogische colleges gecoöpteerd werden;

3° de instellingshoofden die op de dag van de verkiezing effectief in dienst zijn als hoofd van hun instelling. Onder instellingshoofd wordt verstaan het hoofd van de instellingen zoals bepaald in artikel 3, 3°, en artikel 102 van het decreet betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs van 27 maart 1991, alsmede de hoofden van de instellingen van het hoger onderwijs lange type ingericht door de Vlaamse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 2, a van het decreet betreffende de Hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap van 23 oktober 1991.

§ 2. Elke kiesgerechtigde heeft één stem. Elke kiesgerechtigde die, om welke reden ook, kiesgerechtigd zou kunnen zijn bij verscheidene stembureaus, meldt dit zelf aan de betrokken stembureaus en wijst de plaats aan waar hij zijn stem zal uitbrengen. Hij geeft ook kennis daarvan aan het kiesbureau.

§ 3. Het kiesbureau wijst tevens het stembureau aan waar de kiesgerechtigden welke niet behoren tot een lokale raad, hun stem kunnen uitbrengen.

Art. 6. § 1. Ten laatste dertig dagen vóór de verkiezingen maakt de voorzitter van het stembureau een lijst op van de kiesgerechtigden behorend tot of gehecht aan het stembureau.

Deze lijst bevat de naam, het adres en de functie van de kiesgerechtigden. De voorzitter van het stembureau actualiseert de lokale kiezerslijst telkens dit nodig is, door bijvoegen of schrappen van de namen.

§ 2. De geactualiseerde lokale kiezerslijst wordt ad valvas uitgehangen in alle instellingen behorend tot de lokale raad.

§ 3. Bezwaar tegen de lokale kiezerslijst wordt, tot vóór de vergadering tijdens welke de verkiezingen worden gehouden, ingediend bij de voorzitter van het stembureau, dat onverwijld uitspraak doet.

§ 4. De definitieve lokale kiezerslijst wordt door het stembureau vastgesteld op de dag van de verkiezingen, na onderzoek van de ingediende bezwaren en vóór de aanvang van de stemverrichtingen.

De definitieve lokale kiezerslijst wordt vóór de aanvang van de stemverrichtingen ad valvas in het lokaal van het stembureau uitgehangen.

HOOFDSTUK V. — De verkiezingen

Afdeling 1. — De oproep tot de kandidaten

Art. 7. § 1. Vóór 1 juli voorafgaand aan de verkiezingen publiceert de centrale raad in het *Belgisch Staatsblad* de oproep tot de kandidaten vóór de rechtstreekse verkiezing van de leden van de centrale raad.

Deze oproep vermeldt :

1° een omschrijving van doel en werking van de centrale raad;

2° de kiesbaarheidsvoorwaarde bedoeld in artikel 29 van het bijzonder decreet en de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 27, § 1, van hetzelfde decreet;

3° de beperking ingeschreven in artikel 31, tweede zin, van het bijzonder decreet;

4° de verplichting, overeenkomstig artikel 6 van het bijzonder decreet, de verklaring van gehechtheid aan het Gemeenschapsonderwijs te ondertekenen bij aanvaarding van het lidmaatschap van de centrale raad;

5° het model van kandidaatstelling;

6° het adres van het kiesbureau waar de kandidatuur en het eventueel bezwaar in toepassing van hoofdstuk VII kunnen worden ingediend;

7° de uiterste datum van indiening van de kandidatuur : 1 augustus van het lopende jaar;

8° de datum van de verkiezingen.

§ 2. De Vlaamse Executieve benoemt, in toepassing van artikel 24, a, van het bijzonder decreet, zes leden van de centrale raad en publiceert deze lijst in het *Belgisch Staatsblad* uiterlijk vijf dagen vóór de uiterste datum van indiening van de kandidaturen voor de verkiezing voorzien in artikel 24, b, van het bijzonder decreet.

§ 3. Indien er niet minstens 6 kandidaten zijn die, met toepassing van artikel 31, tweede zin, van het bijzonder decreet, als lid van de centrale raad kunnen zetelen, wordt een nieuwe oproep gepubliceerd. In dit geval kan de centrale raad beslissen af te wijken van de bij onderhavig besluit vastgestelde data en termijnen.

§ 4. Voor de toepassing van artikel 31, tweede zin, van het bijzonder decreet wordt onder onderwijzend personeel verstaan : de personeelsleden van de personeelscategorie bestuurs- en onderwijzend personeel met inbegrip van de godsdienstleerkrachten, vermeld in artikel 2, § 1, van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs, met uitzondering van de personeelsleden benoemd, tot de proeftijd toegelaten of waarnemend aangesteld in een bevorderingsambt en in het ambt van adjunct-directeur, onderdirecteur of coördinator deeltijds beroeps-secundair onderwijs.

Afdeling 2. — De kandidaturen

Art. 8. De kandidaatstelling vermeldt, op straffe van nietigheid, de naam, de voornaam, de geboortedatum, het adres, de nationaliteit alsmede een verklaring die aangeeft of de kandidaat al dan niet personeelslid is van het Gemeenschapsonderwijs. De kandidaat moet bewijzen dat hij op de datum waarop het lidmaatschap ingaat, de

leeftijd van 65 jaar niet heeft bereikt. De kandidaatstelling dient, op straffe van niet-ontvankelijkheid, in de voorgeschreven vorm en binnen de voorgeschreven termijn, aangetekend met ontvangstbewijs, gezonden aan het kiesbureau. Het model van kandidaatstelling wordt bepaald door de centrale raad. De kandidaat kan een beknopt *curriculum vitae* bijvoegen. Het model wordt bepaald door de centrale raad.

Art. 9. § 1. Het kiesbureau onderzoekt of de kandidaturen in de voorgeschreven vorm en binnen de voorgeschreven termijn werden ingediend.

§ 2. Indien een kandidatuur niet aan de in de oproep gestelde voorwaarden voldoet, stelt het kiesbureau de kandidaat hiervan per aangetekende brief in kennis uiterlijk op 10 augustus, met vermelding van de reden.

§ 3. De kandidaat kan hiertegen bezwaar indienen bij de beroepskamer vermeld in artikel 23. Dit moet op straffe van nietigheid aangetekend worden ingediend uiterlijk op 20 augustus.

De beroepskamer beslist, op uiterlijk 10 september, over het bezwaar. Bij ontstentenis van uitspraak binnen deze termijn is het bezwaar aanvaard en wordt geacht gegrond te zijn.

§ 4. Het kiesbureau maakt uiterlijk op 15 september de definitieve lijst op van de aanvaarde kandidaturen, in alfabetische volgorde doch beginnend met de letter die bij loting door het kiesbureau wordt aangewezen.

Art. 10. § 1. Indien het aantal kandidaten gelijk is aan het aantal te begeven mandaten zoals bepaald in artikel 24, b, van het bijzonder decreet, worden zij, rekening houdend met artikel 31 van het bijzonder decreet, vergeleken met de leden van artikel 24, a, van datzelfde decreet. Is daarbij voldaan aan de voorwaarden van de artikelen 29 en 31, tweede zin, van voornoemd decreet, dan worden de kandidaten door het kiesbureau als verkozen verklaard. In de rangorde van de kandidaten gaat de oudere voor op de jongere.

§ 2. Bij verkiezing ligt het document kandidaatstelling bedoeld in artikel 8, § 1, desgevallend door de kandidaat aangevuld met een beknopt *curriculum vitae*, vóór de aanvang der stemverrichtingen, ter inzage van alle kiesgerechtigden bij de voorzitter van het stembureau.

Afdeling 3. — De stemverrichtingen

Art. 11. De stemming gebeurt per lokale raad.

Art. 12. De rechtstreekse verkiezingen van de leden van de centrale raad hebben plaats uiterlijk op 10 november, op een datum vastgesteld door de centrale raad en die voor alle stembureaus dezelfde is.

Art. 13. § 1. Het kiesbureau zendt, ten laatste vijftiendagen vóór de datum van de verkiezingen, aan de voorzitter van ieder stembureau de lijst met de kandidaten, voor iedere kandidaat het document bedoeld in artikel 10, § 2, en de nodige stembrieven, omslagen en de formulieren voor het opmaken van het proces-verbaal.

§ 2. Ten laatste veertien dagen vóór de verkiezingen publiceert het kiesbureau in het *Belgisch Staatsblad* de oproep tot alle kiesgerechtigden, met vermelding van de datum, plaats, begin- en einduur van de stemverrichtingen. Tevens wordt de kandidatenlijst, bedoeld in artikel 9, § 4, medegedeeld.

§ 3. De definitieve lijst van de kiesgerechtigden, zoals vermeld in artikel 6, § 4, wordt ad valvas uitgehangen in het lokaal waar het stembureau zetelt. De lijst van de kandidaten en de documenten, bedoeld in artikel 10, § 2, liggen gedurende het verloop der stemverrichtingen ter inzage in hetzelfde lokaal.

§ 4. De voorzitter van het stembureau geeft aan de kiesgerechtigden een stembrief en een stembriefomslag.

§ 5. De kiesgerechtigde brengt zijn stem uit en steekt de geplooid stembrief in een omslag. Hij kleeft de omslag dicht en geeft hem af aan de voorzitter van het stembureau.

Geldig wordt gestemd door het aankruisen van de naam van één kandidaat.

§ 6. In geval van vergissing kan de kiesgerechtigde bij de voorzitter van het stembureau een nieuwe stembrief vragen.

De ingeleverde stembrief wordt vooraf door de kiesgerechtigde ongeldig gemaakt door alle kandidaten aan te kruisen. Hij overhandigt deze ongeldige stembrief vervolgens aan de voorzitter van het stembureau. Stembrieven die om één of andere reden te onderscheiden zijn van de andere stembrieven worden door het stembureau op dezelfde manier ongeldig gemaakt. De ongeldige stembrieven worden in een aparte gesloten verzamelomslag bewaard.

§ 7. De voorzitter van het stembureau stipt op de lokale kiezerslijst de kiesgerechtigden aan die hun stem uitbrachten. De kiesgerechtigde plaatst op dezelfde lijst, bij het afgeven van de omslag, naast zijn naam zijn handtekening.

§ 8. Van de kiesverrichtingen wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De leden van het stembureau en de getuigen ondertekenen het proces-verbaal en de aangestipte en door de kiesgerechtigden ondertekende kiezerslijst, waarvan ze elk blad paraferen. Elke door een lid van het stembureau of door een getuige vastgestelde onregelmatigheid moet in het proces-verbaal worden opgenomen. Tevens wordt het aantal afwezige kiesgerechtigden vermeld. Een afschrift van het proces-verbaal wordt door het stembureau bewaard.

Het model van proces-verbaal wordt bepaald door de centrale raad.

§ 9. Onmiddellijk na het afsluiten van de kiesverrichtingen worden :

1° de omslagen met de gebruikte stembrieven in de daartoe voorziene verzamelomslag gesloten waarop het aantal en de inhoud worden vermeld. Deze omslag wordt verzegeld;

2° de niet-gebruikte stembrieven en omslagen in een tweede verzamelomslag gesloten waarop het aantal niet-gebruikte stembrieven en omslagen en de inhoud worden vermeld. Deze omslag wordt verzegeld;

3° de teruggenomen stembrieven ongeldig gemaakt door een kiesgerechtigde of door het stembureau, in een derde verzamelomslag gesloten waarop het aantal ongeldige stembrieven en de inhoud worden vermeld. Deze omslag wordt verzegeld;

4° de drie verzamelomslagen samen met het proces-verbaal en de aangestipte kiezerslijst in een vierde omslag gesloten, die onmiddellijk wordt verzegeld. Op deze omslag wordt vermeld :

— de naam van de voorzitter van het stembureau;

— het nummer en adres van de lokale raad waar het stembureau gevestigd is.

Deze omslag wordt de werkdag volgend op de verkiezingen door het stembureau aangetekend verzonden naar het kiesbureau, dat daartoe een postbus opent.

§ 10. De stemming is vrij en geheim.

§ 11. Stemmen bij volmacht is uitgesloten.

HOOFDSTUK VI. — De verrichtingen van het kiesbureau

Art. 14. De telling van de stemmen gebeurt door het kiesbureau.

Art. 15. De telling kan pas een aanvang nemen nadat de procedures, voorzien in de artikelen 24 en 25, beëindigd zijn.

Art. 16. § 1. Bij ontvangst onderzoekt het kiesbureau vooreerst de inhoud van de verzamelomslagen, zonder evenwel de stembriefomslagen te openen. Na dit onderzoek worden de verzamelomslagen opnieuw verzegeld. Indien het aantal stembriefomslagen afwijkt van het aantal vermeld op het proces-verbaal, dient overgegaan tot een lokale herverkiezing op de wijze zoals bepaald in artikel 25.

§ 2. Op de dag van de telling worden de verzamelomslagen met de stembrieven bedoeld in artikel 13, § 9, 1^o, opnieuw geopend. De stembriefomslagen worden geteld, gemengd en geopend. De stembrieven worden opgevouwen en vervolgens ingedeeld in geldige, ongeldige of twijfelachtige stembrieven.

Het kiesbureau beslist over geldigheid of ongeldigheid van de twijfelachtige brieven en rangschikt ze in de categorie waar ze thuishoren. Dan gaat het over tot de telling van het aantal geldige en ongeldige brieven.

Art. 17. Ongeldig zijn :

1^o de stembrieven waarop geen stem werd uitgebracht;

2^o de stembrieven waarop meer dan één stem werd uitgebracht;

3^o de stembrieven die de kiezer herkenbaar kunnen maken door aantekeningen, tekenen of doorhalingen.

Een stembrief waarop het stemteken op onvolkomen wijze is aangebracht, wordt als geldig aangezien wanneer de wil van de kiezer op voldoende wijze tot uiting is gebracht.

Art. 18. De rangschikking van de kandidaten wordt bepaald door het aantal stemmen dat ieder van hen behaalde, in dalende volgorde.

Bij gelijkheid van stemmen gaat de oudere voor op de jongere.

Art. 19. § 1. De leden van de centrale raad, benoemd in toepassing van artikel 24, a, van het bijzonder decreet, zijn bepalend voor de toepassing van artikel 31, tweede zin, van het bijzonder decreet.

§ 2. De op basis van artikel 18 gunstig gerangschikten, die in toepassing van § 1 hun mandaat niet kunnen opnemen, worden vervangen door de best gerangschikte kandidaten die in overeenstemming met artikel 31, tweede zin, van het bijzonder decreet kunnen zetelen. De kandidaten die in toepassing van voornoemd artikel hun mandaat niet kunnen opnemen, komen vooraan op de lijst van de opvolgers van de leden verkozen in toepassing van artikel 24, b, van het bijzonder decreet in de volgorde van het aantal behaalde stemmen.

§ 3. Tot beloop van het aantal toe te kennen mandaten zijn verkozen de kandidaten die, rekening houdend met de §§ 1 en 2, het best zijn gerangschikt.

De niet verkozen kandidaten worden gerangschikt als opvolgers van de leden verkozen in toepassing van artikel 24, b, van het bijzonder decreet in de volgorde van het aantal behaalde stemmen.

§ 4. Indien de lijst van de opvolgers is uitgeput en artikel 30 van het bijzonder decreet moet worden toegepast, of indien er na toepassing van artikel 31, tweede zin, van het vermeld decreet geen zes kandidaten verkozen kunnen verklaard worden, moeten verkiezingen worden georganiseerd volgens de bepalingen van dit besluit, derwijze dat binnen de twaalf maanden in de opvolging of aanvulling kan worden voorzien.

De centrale raad organiseert daartoe onmiddellijk verkiezingen en bepaalt de data en de termijnen van de opeenvolgende kiesverrichtingen.

Art. 20. § 1. De namen van de kandidaten die, in toepassing van artikel 24, b, van het bijzonder decreet en dit besluit, tot lid van de centrale raad of tot opvolger zijn verkozen, worden vermeld in een proces-verbaal, waarvan de centrale raad het model bepaalt. Elke door een lid van het kiesbureau of door een getuige vastgestelde onregelmatigheid moet in het proces-verbaal worden opgenomen. De leden van het kiesbureau en de aanwezige getuigen ondertekenen het proces-verbaal.

Het kiesbureau stelt de kandidaten per aangetekend schrijven in kennis van de verkiezingsuitslag.

§ 2. Een exemplaar wordt toegezonden aan de centrale raad. Het kiesbureau zegt tevens voor publikatie van de lijst van verkozenen en opvolgers in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 21. De stembrieven worden ingepakt en de omslagen verzegeld. De inhoud wordt op de omslagen vermeld. Het kiesbureau houdt ze in bewaring gedurende de hele mandaatperiode. Ze worden vernietigd nadat de mandaatperiode afgelopen is.

Art. 22. Zodra de verkiezingsuitslag definitief is, stuurt de centrale raad hem aan de Vlaamse Executieve.

HOOFDSTUK VII. — *Bezwaar*

Art. 23. Er wordt een beroepskamer ingesteld, bevoegd om uitspraak te doen over de bezwaren in verband met de verkiezingen. Deze is samengesteld uit drie leden, magistraten of emeritus-magistraten, aangesteld door de Vlaamse Executieve.

Art. 24. Onverminderd de mogelijkheid van bezwaar bepaald in artikel 9, § 3, kunnen de kandidaten en de kiesgerechtigden bezwaar aantekenen bij de beroepskamer tegen de stemming en de werking van een stembureau. Dit moet op straffe van nietigheid, binnen vijf kalenderdagen na de verkiezingsdatum, aangetekend worden verstuurd aan : ARGO, De beroepskamer, Bureau 406, Belliardstraat 12, 1040 Brussel.

Bij ontstentenis van bezwaar kan worden overgegaan tot de telling.

Art. 25. De beroepskamer doet uitspraak over de bezwaren binnen tien werkdagen na de verkiezingsdatum. Bij ontstentenis van uitspraak is het bezwaar aanvaard en wordt geacht gegrond te zijn, wordt de lokale verkiezing vernietigd en wordt overgegaan tot nieuwe verkiezing in het betrokken stembureau.

Indien een klacht gegrond wordt bevonden door de beroepskamer, wordt de lokale verkiezing vernietigd en wordt overgegaan tot nieuwe verkiezing in het betrokken stembureau.

De nieuwe verkiezing vindt plaats uiterlijk tien werkdagen na het aanvaarden van het bezwaar, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V, afdeling 3, uitgezonderd artikel 13, § 2. Het kiesbureau roept de kiesgerechtigden op met vermelding van de datum, plaats, begin- en einduur van de stemverrichtingen.

De verkiezing wordt lokaal georganiseerd door het kiesbureau. Een afgevaardigde van het kiesbureau treedt in dit geval op als voorzitter van het stembureau.

Art. 26. De kandidaten en de kiesgerechtigden kunnen tegen de telling bezwaar aantekenen bij de beroepskamer, op het adres zoals vermeld in artikel 24. Het moet op straffe van nietigheid aangetekend worden ingediend uiterlijk vijf werkdagen na de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* van de uitslag van de telling.

Bij ontstentenis van bezwaar binnen de gestelde termijn is de uitslag, zoals door het kiesbureau bekendgemaakt, definitief.

Art. 27. De beroepskamer doet uitspraak over de bezwaren binnen tien werkdagen na de datum van ontvangst van het bezwaar. Bij ontstentenis van uitspraak is het bezwaar aanvaard en wordt geacht gegrond te zijn, dient de hertelling te gebeuren binnen vijf werkdagen. Indien het bezwaar door de beroepskamer wordt aanvaard, dient de hertelling te gebeuren binnen dezelfde termijn.

HOOFDSTUK VIII. — *Opnemen mandaat*

Art. 28. Bij de installatie van de nieuwe centrale raad onderzoekt hij of de leden voldoen aan de voorwaarden van het bijzonder decreet en van dit besluit. Van ambtswege wordt een einde gemaakt aan het mandaat van de leden van de centrale raad die niet langer voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 27, § 1, van het bijzonder decreet.

Art. 29. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1992.

Art. 30. De Gemeenschapsminister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juni 1992.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

L. VAN DEN BRANDE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

TRADUCTION

F. 92 — 1683

[S-C — 35868]

**3 JUIN 1992. — Arrêté de l'Exécutif flamand
fixant le règlement électoral du conseil central de direction
du Conseil autonome de l'Enseignement communautaire**

L'Exécutif flamand,

Vu le décret spécial du 19 décembre 1988 relatif au Conseil autonome de l'Enseignement communautaire, notamment l'article 31;

Vu l'avis du conseil central du conseil autonome de l'Enseignement communautaire, donné le 26 mars 1992;

Vu l'avis du conseil d'Etat :

Considérant que l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles attribue à l'Exécutif la compétence et lui impose, en exécution du décret précité, de tirer les conclusions des principes dudit décret, de son économie générale et de sa connexité avec les décrets qui régissent le statut du personnel de l'enseignement et de les transposer en règles qui en découlent naturellement, dans l'esprit qui a déterminé le décret et dans le but poursuivi par celui-ci;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le conseil central : le conseil central de direction du Conseil autonome de l'Enseignement communautaire;

2° le conseil local : le conseil scolaire local ou le conseil local de direction;

3° le décret spécial : le décret spécial du 19 décembre 1988 relatif au Conseil autonome de l'Enseignement communautaire.

CHAPITRE II. — Le bureau électoral

Art. 2. § 1er. L'organisation des élections des membres directement éligibles du conseil central est confiée à un bureau électoral composé de :

1° l'administrateur général;

2° l'administrateur général adjoint;

3° trois membres des services administratifs du conseil autonome de l'Enseignement communautaire, désignés par le conseil central. Pour chaque membre du bureau le conseil central désigne un suppléant.

Les candidats, les parents ou alliés jusqu'au troisième degré ne peuvent pas faire partie du bureau électoral.

§ 2. Le bureau électoral peut faire appel aux services administratifs du Conseil autonome de l'Enseignement communautaire pour assurer son secrétariat.

§ 3. Chaque candidat peut déléguer un témoin pour assister aux opérations du bureau électoral visé au chapitre VI. Ce témoin doit être mandaté préalablement et son nom doit être communiqué à l'avance au bureau électoral dans la forme et dans le délai fixés par le bureau électoral. Le bureau électoral invite les témoins à être présents aux opérations visées ci-dessus. Les témoins ne peuvent pas être membres du bureau électoral.

Art. 3. Le bureau électoral prend toutes les mesures nécessaires pour assurer le déroulement normal des élections.

CHAPITRE III. — Le bureau de vote

Art. 4. § 1er. Au plus tard quarante jours avant la date des élections, il est constitué un bureau de vote par conseil local.

§ 2. Ce bureau de vote est composé de tous les membres du conseil local, sans préjudice de l'application du § 4 du présent article. Toutefois, les candidats ne peuvent faire partie du bureau de vote.

§ 3. L'administrateur délégué est président du bureau de vote. Si l'administrateur délégué est candidat, il est remplacé par le chef d'établissement le plus âgé ou, s'il n'y a pas de chef d'établissement disponible, par un membre du personnel de l'enseignement communautaire ou des services administratifs du conseil autonome de l'Enseignement communautaire désigné par le bureau de vote parmi ses membres, à l'exception des membres visés à l'article 2, § 1er.

§ 4. Le bureau de vote est responsable du bon déroulement des opérations de vote. Le président doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que le bureau puisse être composé valablement. Si le président est absent, le bureau de vote désigne en son sein un président suppléant parmi les membres du personnel de l'Enseignement communautaire ou des services administratifs du conseil autonome de l'Enseignement communautaire, à

l'exception des membres visés à l'article 2, § 1er. Pour pouvoir fonctionner valablement, outre le président du bureau de vote, au moins deux membres doivent être présents. Si ceux-ci ne sont pas présents, le président peut faire appel aux membres d'un collège pédagogique pour atteindre ce nombre minimum.

§ 5. Chaque candidat peut déléguer un témoin par bureau de vote pour assister aux opérations de vote. Ce témoin doit être mandaté préalablement et son nom doit être communiqué à l'avance au bureau de vote dans la forme et dans le délai fixés par celui-ci. Le bureau de vote invite les témoins à assister aux opérations visées ci-dessus. Les témoins ne peuvent pas être membres du bureau de vote.

CHAPITRE IV. — Les listes électorales

Art. 5. § 1er. Ont droit de vote pour l'élection des membres directement éligibles du conseil central :

- 1° les membres directement élus des conseils locaux ;
- 2° les membres des conseils locaux cooptés des collèges pédagogiques ;

3° les chefs d'établissement effectivement en service comme chef de leur établissement le jour des élections. Par chef d'établissement, on entend le chef des établissements, tel qu'il est défini à l'article 3, 3° et à l'article 102 du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'Enseignement communautaire ainsi que les chefs des établissements de l'Enseignement supérieur de type long organisé par la Communauté flamande, tel qu'il est défini à l'article 2, a, du décret du 23 octobre 1991 relatif aux instituts supérieurs dans la Communauté flamande.

§ 2. Chaque électeur a une voix. Chaque électeur, qui, pour une raison ou une autre, pourrait être électeur dans plusieurs bureaux de vote en informe d'initiative les bureaux de vote intéressés et indique le lieu où il émettra sa voix. Il en informe également le bureau électoral.

§ 3. Le bureau électoral indique également le bureau de vote où peuvent voter les électeurs qui n'appartiennent pas à un conseil local.

Art. 6 § 1er. Au moins trente jours avant les élections, le président du bureau de vote dresse la liste des électeurs appartenant à ou rattachés au bureau de vote.

Cette liste mentionnera le nom, l'adresse et la fonction des électeurs. Le président du bureau de vote actualise la liste locale des électeurs en ajoutant ou en supprimant des noms.

§ 2. La liste locale actualisée des électeurs est affichée aux valves dans toutes les institutions appartenant au conseil local.

§ 3. Des réclamations contre la liste locale des électeurs peuvent être adressées au président du bureau de vote avant la séance pendant laquelle l'élection a lieu. Le bureau statue sans délai.

§ 4. La liste locale définitive des électeurs est fixée par le bureau de vote le jour des élections, après examen des réclamations et avant le début des opérations de vote.

La liste locale définitive des électeurs est affichée aux valves dans le local du bureau de vote avant le début des opérations de vote.

CHAPITRE V. — Les élections

Section 1re. — L'appel aux candidats

Art. 7. § 1er. Avant le 1er juillet qui précède les élections, le conseil central publie au *Moniteur belge* l'appel aux candidats pour l'élection directe des membres du conseil central.

Cet appel doit mentionner :

- 1° la définition du but et du fonctionnement du conseil central;
- 2° la condition d'éligibilité visée à l'article 29 du décret spécial et les incompatibilités visées à l'article 27, § 1er, du même décret;
- 3° la restriction prévue à l'article 31, deuxième phrase, du décret spécial;
- 4° l'obligation de signer, conformément à l'article 6 du décret spécial, la déclaration d'attachement à l'enseignement communautaire lors de l'acceptation de la qualité de membre du conseil central;
- 5° la formule de candidature;
- 6° l'adresse du bureau de vote où la candidature et l'éventuelle réclamation, par application du chapitre VII, peuvent être introduites;
- 7° la date ultime pour l'introduction de la candidature : le 1er août de l'année en cours;
- 8° la date des élections.

§ 2. En application de l'article 24, a, du décret spécial, l'Exécutif flamand nomme six membres du conseil central et publie cette liste au *Moniteur belge* au plus tard cinq jours avant la date ultime d'introduction des candidatures pour l'élection prévue à l'article 24, b, du décret spéciale.

§ 3. S'il n'y a pas au moins 6 candidats qui, en application de l'article 31, deuxième phrase, du décret spécial, peuvent siéger comme membres au conseil central, un nouvel appel est publié. Dans ce cas, le conseil central peut décider de déroger aux dates et délais fixés par le présent arrêté.

§ 4. Pour l'application de l'article 31, deuxième phrase, du décret spécial, il faut entendre par personnel enseignant : les membres du personnel de la catégorie du personnel directeur et enseignant, y compris les maîtres de religion, mentionnés à l'article 2, § 1er, du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'enseignement communautaire, à l'exception des membres du personnel nommés, admis au stage ou intérimaire dans une fonction de promotion et dans la fonction de directeur adjoint, sous-directeur ou coordinateur dans l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel.

Section 2. — Candidatures

Art. 8. La candidature doit comporter, sous peine de nullité, les nom, prénom, date de naissance, adresse et nationalité ainsi qu'une déclaration indiquant que le candidat est membre du personnel de l'enseignement communautaire ou non. Le candidat doit prouver qu'il n'a pas atteint l'âge de 65 ans à la date à laquelle débute sa qualité de membre. La candidature doit, sous peine de non-recevabilité, être envoyée au bureau de vote, dans la forme et dans le délai prescrits, par lettre recommandée accompagnée du récépissé. Le modèle de la candidature est déterminé par le conseil central. Le candidat doit y joindre un bref *curriculum vitae*. La formule en est fixée par le conseil central.

Art. 9. § 1er. Le bureau de vote vérifie si les candidatures ont été introduites dans la forme et dans le délai prescrits.

§ 2. Si une candidature ne satisfait pas aux conditions fixées dans l'appel, le bureau de vote en informe le candidat par lettre recommandée au plus tard le 10 août, avec mention du motif.

§ 3. Le candidat peut introduire une réclamation contre cette décision auprès de la chambre de recours mentionnée à l'article 23. Cette réclamation doit être introduite par lettre recommandée au plus tard le 20 août, sous peine de nullité. La chambre de recours se prononce au plus tard le 10 septembre sur la réclamation. A défaut de décision dans ce délai, la réclamation est acceptée et est censée être fondée.

§ 4. Le bureau de vote dresse au plus tard le 15 décembre la liste définitive des candidatures acceptées, dans l'ordre alphabétique, mais commençant par la lettre qui a été désignée par tirage au sort.

Art. 10. § 1er. Si le nombre de candidats est égal au nombre de mandats à conférer, tel qu'il est prévu à l'article 24, b, du décret spécial, ils sont comparés, compte tenu de l'article 31, au du même décret, avec les membres prévus à l'article 24, a, du même décret. Si, en outre, il est satisfait aux conditions posées par les articles 20 et 31, deuxième phrase, du décret précité, les candidats sont déclarés élus. Dans l'ordre des candidats la priorité appartient au plus âgé.

§ 2. Lors des élections, la candidature visée à l'article 8, § 1er, complétée, le cas échéant, par un bref curriculum vitae du candidat, doit être à la disposition de tous les électeurs auprès du président du bureau de vote et ce avant le début des opérations de vote.

Section 3. — Les opérations de vote

Art. 11. Le vote a lieu pour chaque conseil local.

Art. 12. Les élections directes des membres du conseil central ont lieu au plus tard le 10 novembre, à une date fixée par le conseil central et qui est la même pour tous les bureaux de vote.

Art. 13. § 1er. Au plus tard vingt-cinq jours avant la date des élections, le bureau électoral envoie au président de chaque bureau de vote la liste des candidats, pour chaque candidat le document visé à l'article 10, § 2, et les bulletins de vote requis, les enveloppes et les formulaires destinés à dresser le procès-verbal.

§ 2. Au plus tard quinze jours avant les élections, le bureau électoral publie au *Moniteur belge* l'appel à tous les candidats, avec mention de la date, du lieu et du début et de la fin des élections. La liste des candidatures et les documents visés à l'article 10, § 2, peuvent être consultés dans le même local pendant les élections.

§ 3. La liste définitive des électeurs prévue à l'article 6, § 4, est affichée aux valves du local où siège le bureau de vote. La liste des candidats et les documents visés à l'article 10, § 2, peuvent être consultés au cours des opérations de vote dans ce même local.

§ 4. Le président du bureau de vote donne aux électeurs un bulletin de vote et une enveloppe.

§ 5. L'électeur émet sa voix et met le bulletin de vote replié dans une enveloppe. Il colle l'enveloppe et la remet au président du bureau de vote.

On vote valablement en marquant d'une croix le nom du candidat.

§ 6. En cas d'erreur l'électeur peut demander un nouveau bulletin au président du bureau de vote.

Au préalable, ce bulletin de vote remis est invalidé par l'électeur qui marque d'une croix le nom de tous les candidats. Il remet ensuite ce bulletin de vote invalidé au président du bureau de vote. Les bulletins de vote qui, pour une raison ou pour une autre peuvent être distingués des autres bulletins de vote, sont invalidés de la même manière.

Les bulletins de vote non valables sont conservés dans une grande enveloppe séparée, qui sera fermée.

§ 7. Le président du bureau de vote pointe sur la liste des électeurs locaux les électeurs qui ont émis leur voix. L'électeur place sur la même liste sa signature en regard de son nom lorsqu'il remet l'enveloppe.

§ 8. Il est dressé un procès-verbal des opérations de vote.

Les membres du bureau de vote et les témoins signent le procès-verbal et la liste des électeurs pointée et signée par les électeurs, dont ils paraphent chaque page. Chaque irrégularité constatée par un membre du bureau ou par un témoin doit être signalée dans le procès-verbal. Le nombre des électeurs absents est également signalé. Une copie du procès-verbal est conservée par le bureau de vote.

La formule du procès-verbal est déterminée par le conseil central.

§ 9. Immédiatement après la clôture des opérations de vote :

1° les enveloppes contenant les bulletins de vote employés sont mis dans une grande enveloppe destinée à cet effet, sur laquelle le nombre et le contenu seront mentionnés. Cette enveloppe sera cachetée;

2° les bulletins de vote et les enveloppes non employés sont mis dans une deuxième grande enveloppe, sur laquelle le nombre de bulletins de vote et d'enveloppes non employés et le contenu sont mentionnés. Cette enveloppe sera cachetée;

3° les bulletins de vote invalidés par un électeur ou par le bureau de vote sont mis dans une troisième grande enveloppe, sur laquelle le nombre de bulletins de vote non valables et le contenu sont mentionnés. Cette enveloppe est cachetée;

4° les trois grandes enveloppes avec le procès-verbal et la liste pointée des électeurs sont immédiatement mis dans une quatrième enveloppe. Cette enveloppe doit mentionner :

— le nom du président du bureau de vote;

— le numéro et l'adresse du conseil local où le bureau de vote est situé.

Le jour ouvrable suivant les élections, cette enveloppe est envoyée par le bureau de vote au bureau électoral qui ouvre une boîte postale à cet effet.

§ 10. Le vote est libre et a lieu au scrutin secret.

§ 11. Le vote par procuration est exclu.

CHAPITRE VI. — Les opérations du bureau électoral

Art. 14. Les voix sont dénombrées par le bureau électoral.

Art. 15. Le dénombrement ne peut commencer qu'après que les procédures prévues aux articles 24 et 25 sont terminées.

Art. 16. § 1er. Lors de la réception, le bureau électoral examine d'abord le contenu des grandes enveloppes, sans ouvrir cependant les enveloppes des bulletins de vote. Après vérification les grandes enveloppes sont de nouveau cachetées. Si le nombre d'enveloppes de bulletins de vote ne correspond pas au nombre mentionné dans le procès-verbal, il y a lieu d'organiser de nouvelles élections locales, de la façon prévue par l'article 25.

§ 2. Le jour du dénombrement les grandes enveloppes contenant les bulletins de vote visés à l'article 13, § 9, 1° sont de nouveau ouvertes. Les enveloppes de bulletins de vote sont comptées, mélangées et ouvertes. Les bulletins de vote sont ouverts et répartis en bulletins valables, nuls ou suspects.

Le bureau de vote décide de la validité ou la non-validité des bulletins suspects et les classe dans la catégorie à laquelle ils appartiennent. Alors le bureau passe au dénombrement des bulletins valables et non valables.

Art. 17. Ne sont pas valables :

1° les bulletins qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage;

2° les bulletins de vote où plus d'une voix a été émise;

3° les bulletins de vote que l'électeur a rendu reconnaissables par des marques, des signes ou des ratures.

Un bulletin de vote portant la marque du vote imparfaitement tracée est considéré comme valable, quand la volonté de l'électeur y apparaît suffisamment.

Art. 18. Le classement des candidats est déterminé par le nombre de voix que chacun a remporté, dans l'ordre décroissant.

A égalité de voix, le candidat le plus âgé a la priorité sur le candidat plus jeune.

Art. 19. § 1er. Les membres du conseil central, nommés en application de l'article 24, a, du décret spécial, sont déterminants pour l'application de l'article 31, deuxième phrase, du décret spécial.

§ 2. Les candidats classés favorablement sur la base de l'article 18, qui, en application du § 1er, ne peuvent pas remplir leur mandat, sont remplacés par les candidats les mieux classés, qui, en application de l'article 31, deuxième phrase, du décret spécial peuvent s'engager. Les candidats qui, en application de l'article précité ne peuvent pas remplir leur mandat, viennent en tête sur la liste des suppléants des membres élus en application de l'article 24, b, du décret spécial, dans l'ordre du nombre de voix qu'ils ont remporté.

§ 3. Jusqu'à concurrence du nombre de mandats à conférer sont élus les candidats qui, compte tenu des §§ 1er et 2, sont les mieux classés.

Les candidats non élus sont classés comme suppléants des membres élus en application de l'article 24, b, du décret spécial, dans l'ordre du nombre de voix obtenu.

§ 4. Si la liste des suppléants est épuisée et que l'article 3° du décret spécial doit être appliqué, ou, si après l'application de l'article 31, deuxième phrase, du décret précité, on ne peut pas déclarer six candidats élus, les élections doivent être organisées suivant les dispositions du présent arrêté, de façon à ce que l'on puisse remplacer ou compléter les membres du conseil.

A cette fin le conseil central organise immédiatement des élections et fixe les dates et les délais des opérations de vote successives.

Art. 20. § 1er. Les noms des candidats, qui, en application de l'article 24, b, du décret spécial et du présent arrêté sont élus comme membres du conseil central ou comme suppléants, sont mentionnés dans un procès-verbal, dont le conseil central détermine la formule. Chaque irrégularité constatée par un membre du bureau électoral ou par un témoin doit être signalée dans le procès-verbal. Les membres du bureau de vote et les témoins présents signent le procès-verbal.

Le bureau électoral informe les candidats du résultat des élections par lettre recommandée.

§ 2. Un exemplaire est envoyé au conseil central. Le bureau électoral se charge également de la publication au *Moniteur belge* de la liste des élus et des suppléants.

Art. 21. Les bulletins de vote sont emballés et les enveloppes sont cachetées. Le contenu est mentionné sur les enveloppes. Le bureau électoral les conserve pendant toute la période du mandat. Ils seront détruits après la fin de la période du mandat.

Art. 22. Aussitôt que le résultat des élections est définitif le conseil central en informe l'Exécutif flamand.

CHAPITRE VII. — Réclamations

Art. 23. Il est institué une chambre de recours qui est compétente pour se prononcer sur les réclamations concernant les élections. Elle est composée de trois membres, magistrats ou magistrats émérites, désignés par l'Exécutif flamand.

Art. 24. Sans préjudice de la possibilité de réclamation prévue à l'article 9, § 3, les candidats et les électeurs peuvent introduire des réclamations auprès de la chambre de recours contre le vote et contre le fonctionnement du bureau de vote. Celles-ci doivent, sous peine de nullité, être envoyées par lettre recommandée et dans les cinq jours de calendrier qui suivent la date des élections : ARGO, Chambre de recours, Bureau 406, rue Belliard 12, 1040 Bruxelles.

A défaut de réclamations, il peut être procédé au dénombrement.

Art. 25. La chambre de recours se prononce sur les réclamations dans les dix jours ouvrables qui suivent la date des élections. A défaut de prononcé, la réclamation est acceptée et censée être fondée. Les élections locales sont annulées et il est procédé à de nouvelles élections dans le bureau de vote en question.

Si la chambre de recours déclare une réclamation fondée, les élections locales sont annulées et il est procédé à de nouvelles élections dans le bureau de vote en question.

Les nouvelles élections ont lieu au plus tard dix jours ouvrables après l'acceptation de la réclamation, conformément aux dispositions du chapitre V, section 3, excepté l'article 13, § 2. Le bureau électoral convoque les électeurs et mentionne la date, le lieu, le début et la fin des opérations de vote.

Les élections sont organisées localement par le bureau électoral. Dans ce cas un délégué du bureau électoral présidera le bureau de vote.

Art. 26. Les candidats et les électeurs peuvent introduire des réclamations contre le dépouillement auprès de la chambre de recours à l'adresse mentionnée à l'article 24. La réclamation doit, sous peine de nullité, être introduite par lettre recommandée au plus tard cinq jours ouvrables après la publication du résultat du dépouillement au *Moniteur belge*.

A défaut de réclamation dans le délai fixé, le résultat, tel qu'il a été publié par le bureau électoral, est définitif.

Art. 27. La chambre de recours se prononce sur les réclamations dans les dix jours ouvrables qui suivent la date de réception de la réclamation. A défaut de prononcé, la réclamation est acceptée et est censée être fondée. Le nouveau dénombrement doit avoir lieu dans les cinq jours ouvrables. Si la réclamation est acceptée par la chambre de recours, le nouveau dénombrement doit avoir lieu dans le même délai.

CHAPITRE VIII. — La prise de mandat

Art. 28. Lors de l'installation du nouveau conseil central, celui-ci vérifie si les membres satisfont aux conditions du décret spécial et du présent arrêté. Il est mis fin d'office au mandat des membres du conseil central qui ne satisfont plus aux conditions posées par l'article 27, § 1er du décret spécial.

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juin 1992.

Art. 30. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 3 juin 1992.

Le Président de l'Exécutif flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre communautaire de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 1684

[C — 27263]

9 AVRIL 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 76/403/CEE du 6 avril 1976 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987, du 30 juin 1988, du 4 juillet 1991 et du 25 juillet 1991, et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 5 avril 1990;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets, modifié par l'arrêté du 28 septembre 1990;

Vu le Règlement général pour la Protection du Travail approuvé par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, notamment le titre Ier;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Section 1re. — Généralités

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

* 1° PCB/PCT : les polychlorobiphényles et polychloroterphényles ou les mélanges contenant plus de 50 mg/kg de l'une ou l'autre de ces substances ou les deux, et qui sont soit usagés, soit contenus dans des objets ou appareils hors d'usage;

2° collecte : opération de ramassage, de tri ou de regroupement de PCB/PCT en vue de leur transport;

3° transport : ensemble des opérations de chargement, d'acheminement et de déchargement des PCB/PCT;

4° regroupement : immobilisation provisoire sur un site autorisé avec possibilité de mélanger des PCB/PCT d'origines différentes;

5° prétraitement : toute opération conduisant à la modification de l'état physique des PCB/PCT, après laquelle il est encore nécessaire d'effectuer une opération d'élimination;

6° élimination : toute opération de destruction des PCB/PCT;

7° Ministre : le Ministre de la Région wallonne ayant l'Environnement dans ses attributions.

Art. 2. Il est interdit de se débarrasser des PCB/PCT ainsi que des objets et appareils qui en contiennent si ce n'est en les remettant :

1° à une personne physique ou morale agréée pour effectuer la collecte ou à un tiers agréé et autorisé pour effectuer le regroupement, le prétraitement ou l'élimination des PCB/PCT;

2° à une personne physique ou morale établie dans une autre région que la Région wallonne ou dans un autre pays, pour autant que le détenteur se soit préalablement assuré que cette personne est autorisée à effectuer la collecte, le regroupement, le prétraitement ou l'élimination des PCB/PCT.

Art. 3. La collecte, le transport, le regroupement, le prétraitement et l'élimination des PCB/PCT ainsi que des objets et appareils qui en contiennent ou en ont contenu s'effectuent conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 sur les déchets toxiques ou dangereux, en ce compris les dispositions relatives aux déclarations de détention et de livraison des déchets toxiques ou dangereux.

Section 2. — De l'autorisation d'implanter et d'exploiter une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de PCB/PCT

Art. 4. § 1er. Sont soumises à autorisation, l'implantation et l'exploitation d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de PCB/PCT, ainsi que, lorsqu'elles sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, l'extension ou la modification des activités ou toute transformation des installations.

§ 2. L'autorisation comme installation d'élimination vaut autorisation comme installation de prétraitement et comme installation de regroupement. L'autorisation comme installation de prétraitement vaut autorisation comme installation de regroupement.

Art. 5. La procédure d'introduction de la demande et les conditions d'octroi, de suspension et de retrait de l'autorisation visée à l'article 4, sont celles prévues au chapitre II de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Section 3. — De l'agrément des collecteurs et des transporteurs de PCB/PCT

Art. 6. Tout collecteur ou transporteur de PCB/PCT doit être agréé en qualité de collecteur ou de transporteur de déchets toxiques, conformément au chapitre III de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Art. 7. Pour être agréé, le collecteur de PCB/PCT doit, en outre, s'engager à collecter, dans les délais les plus brefs, à partir de la date de la demande de collecte tous les PCB/PCT dont la quantité minimale est précisée dans l'acte d'agrément.

Art. 8. L'extrait publié au *Moniteur belge*, de la décision d'agrément d'un collecteur de PCB/PCT mentionne, outre les indications requises pour toute décision d'agrément d'un collecteur de déchets, le territoire pour lequel l'agrément est octroyé et la quantité minimale à collecter en cas de demande de collecte.

Art. 9. Tout collecteur agréé qui renonce, en tout ou en partie, à collecter des PCB/PCT sur le territoire désigné dans l'acte d'agrément, le notifie au Ministre, qui en prend acte. La renonciation prend cours à compter du nonantième jour suivant la notification. La décision par laquelle le Ministre prend acte de la renonciation à l'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

Section 4. — De l'agrément des exploitants d'installations de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de PCB/PCT

Art. 10. Tout exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de PCB/PCT doit être agréé en qualité d'exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de déchets toxiques, conformément au chapitre IV de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

L'agrément comme exploitant d'une installation d'élimination vaut agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement et de regroupement. L'agrément comme exploitant d'une installation de prétraitement vaut agrément comme exploitant d'une installation de regroupement.

Art. 11. Tout exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de PCB/PCT agréé doit, en outre, s'engager à accepter ou à éliminer les PCB/PCT, dont la quantité minimale est précisée dans l'acte d'agrément, qui lui sont remis par un détenteur ou par un collecteur agréé.

L'exploitant d'une installation d'élimination agréé ne peut accepter de PCB/PCT s'il ne peut les éliminer dans une installation dont l'implantation et l'exploitation sont autorisées.

Art. 12. L'extrait, publié au *Moniteur belge*, de la décision d'agrément d'un exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de PCB/PCT mentionne, outre les indications requises pour toute décision d'agrément d'un exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination, la quantité minimale à accepter en cas de demande de prise en charge.

Art. 13. Tout exploitant d'une installation de regroupement, de prétraitement ou d'élimination de PCB/PCT agréé qui renonce, en tout ou en partie, à regrouper, prétraiter ou éliminer des PCB/PCT, le notifie au Ministre, qui en prend acte. La renonciation prend cours à compter du nonantième jour suivant la notification. La décision par laquelle le Ministre prend acte de la renonciation à l'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

Section 5. — Dispositions pénales et finales

Art. 14. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et réprimées conformément aux dispositions pénales du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

Art. 15. Celui qui ne respecte pas les conditions d'autorisation ou d'agrément prévues par le présent arrêté est puni des peines visées à l'article 51, § 1er, du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets.

Art. 16. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987 relatif à certaines catégories de déchets, modifié par l'arrêté du 28 septembre 1990, est abrogé en ce qui concerne les PCB/PCT.

Art. 17. Pour l'implantation et l'exploitation des installations visées à l'article 4, les dispositions des chapitres I et II du titre 1er du Règlement général pour la Protection du Travail et de l'article 4 de l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques, ne sont plus applicables en ce qui concerne la protection du voisinage et de l'environnement.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 avril 1992.

Le Président de l'Exécutif, chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 1604

[C — 27263]

9. APRIL 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über polychlorierte Biphenyle und Terphenyle

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 76/403/EWG vom 6. April 1976 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und Terphenyle;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987, vom 30. Juni 1988, vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991 und teilweise durch den Entscheid des Schiedshofes vom 5. April 1990 annulliert;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen, abgeändert durch den Erlaß vom 28. September 1990;

Aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, genehmigt durch den Regentenerlaß vom 11. Februar 1946, insbesondere des Titels I;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschütze und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Abschnitt 1. — Allgemeines

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « PCB/PCT » : polychlorierte Biphenyle, polychlorierte Terphenyle oder Gemische, die einen dieser beiden oder beide Stoffe enthalten und die entweder gebraucht oder in nicht mehr benutzten Gegenständen oder Geräten enthalten sind;

2° « Sammlung » : das Einsammeln, Sortieren oder Zusammenstellen von PCB/PCT im Hinblick auf ihre Beförderung;

3° « Transport » : alle Maßnahmen zum Aufladen, Befördern und Abladen von PCB/PCT;

4° « Zusammenstellung » : provisorische Lagerung der PCB/PCT verschiedener Herkunft auf einem zugelassenen Gelände mit Möglichkeit, sie zu mischen;

5° « Vorbehandlung » : jede Maßnahme zur Änderung des Aggregatzustands der PCB/PCT, nach der noch eine Beseitigung erforderlich ist;

6° « Beseitigung » : die Vernichtung von PCB/PCT;

7° « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Art. 2. Es ist verboten, sich PCB/PCT sowie Gegenstände und Geräte, die diese Stoffe enthalten, zu entledigen, außer indem man sie :

1° einer für die Sammlung zugelassenen natürlichen oder juristischen Person oder einer zur Zusammenstellung, Behandlung oder Verwertung von PCB/PCT zugelassenen und genehmigten Drittperson übergibt;

2° einer in einer anderen Region als der Wallonischen Region oder in einem anderen Land etablierten Person übergibt, sofern der Besitzer sich vorher vergewissert hat, daß diese Person befugt ist, PCB/PCT zusammenzustellen, vorzubehandeln bzw. zu beseitigen.

Art. 3. Die Sammlung, der Transport, die Zusammenstellung, die Vorbehandlung und die Beseitigung von PCB/PCT sowie von Gegenständen und Geräten, die diese Stoffe enthalten bzw. enthalten haben, erfolgen gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle, einschließlich der Bestimmungen über die Meldung des Besitzes und die Abgabe der giftigen oder gefährlichen Abfälle.

Abschnitt 2. — Genehmigung zur Ansiedlung und zur Betreibung einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung oder die Beseitigung von PCB/PCT

Art. 4. § 1. Die Ansiedlung und die Betreibung einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung, die Beseitigung oder die Verwertung von PCB/PCT sowie die Erweiterung oder die Änderung der Tätigkeiten oder jeder Umbau der Anlagen, wenn sie die Umwelt gefährden können, unterliegen einer Genehmigung.

§ 2. Die Genehmigung für eine Beseitigungsanlage hat den Wert einer Genehmigung für eine Vorbehandlungs- und eine Zusammenstellungsanlage. Die Genehmigung für eine Vorbehandlungsanlage hat den Wert einer Genehmigung für eine Zusammenstellungsanlage.

Art. 5. Das Verfahren für die Einreichung des Antrags und die Bedingungen für die Erteilung, die zeitweilige Aufhebung und den Entzug der in Artikel 4 erwähnten Genehmigung sind diejenigen, die in Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle vorgesehen sind.

Abschnitt 3. — Zulassung der Sammler und der Transportunternehmer für PCB/PCT

Art. 6. Jeder Sammler bzw. Transportunternehmer für PCB/PCT muß als Sammler bzw. Transportunternehmer für giftige Abfälle gemäß Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle zugelassen sein.

Art. 7. Um zugelassen zu werden, muß der Sammler von PCB/PCT sich außerdem verpflichten, alle PCB/PCT, deren Mindestmenge in der Zulassungsurkunde angegeben ist, so schnell wie möglich ab dem Tag der Beantragung der Sammlung einzusammeln.

Art. 8. Der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Auszug aus dem Zulassungsbeschuß in bezug auf einen Sammler von PCB/PCT erwähnt neben den für jeden Beschuß über die Zulassung eines Abfallsammlers erforderlichen Angaben das Gebiet, für das die Zulassung erteilt wird, und die Mindestmenge, die zu sammeln ist, wenn eine Sammlung angefordert wird.

Art. 9. Jeder zugelassene Sammler, der ganz oder teilweise auf die Sammlung der PCB/PCT in dem in der Zulassungsurkunde bestimmten Gebiet verzichtet, teilt es dem Minister mit, und dieser nimmt es zur Kenntnis. Die Verzichtleistung gilt ab dem neunzigsten Tag nach der Mitteilung. Der Beschuß, mit dem der Minister den Verzicht auf die Zulassung feststellt, wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 4. — Zulassung der Betreiber von Anlagen für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung oder die Beseitigung von PCB/PCT

Art. 10. Jeder Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung oder die Beseitigung von PCB/PCT muß als Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung oder die Beseitigung von giftigen Abfällen gemäß Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle zugelassen sein.

Die Zulassung als Betreiber einer Beseitigungsanlage hat den Wert einer Vorbehandlungs- und Zusammenstellungsanlage. Die Zulassung als Betreiber einer Vorbehandlungsanlage hat den Wert einer Zulassung als Betreiber einer Zusammenstellungsanlage.

Art. 11. Jeder Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung oder die Beseitigung von PCB/PCT muß sich ferner verpflichten, die PCB/PCT, deren Mindestmenge in der Zulassungsurkunde angegeben ist und die sie von einem Besitzer oder einem zugelassenen Sammler erhalten, anzunehmen bzw. zu beseitigen.

Der zugelassene Betreiber einer Beseitigungsanlage darf keine PCB/PCT annehmen, wenn er sie nicht in einer Anlage beseitigen kann, deren Ansiedlung und Betreibung erlaubt sind.

Art. 12. Der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Auszug aus dem Beschluß über die Zulassung des Betreibers einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung oder die Beseitigung von PCB/PCT erwähnt neben den für jeden Beschluß über die Zulassung eines Betreibers einer Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs- oder Beseitigungsanlage erforderlichen Angaben die Mindestmenge, die anzunehmen ist, wenn eine Übernahme angefordert wird.

Art. 13. Jeder zugelassene Betreiber einer Anlage für die Zusammenstellung, die Vorbehandlung oder die Beseitigung von PCB/PCT, der ganz oder teilweise auf die Zusammenstellung, die Vorbehandlung bzw. Beseitigung der PCB/PCT verzichtet, teilt es dem Minister mit, und dieser nimmt es zur Kenntnis. Die Verzichtleistung gilt ab dem neunzigsten Tag nach der Mitteilung. Der Beschluß, mit dem der Minister den Verzicht auf die Zulassung feststellt, wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 5. — Strafrechtliche und Schlußbestimmungen

Art. 14. Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß den strafrechtlichen Bestimmungen des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet.

Art. 15. Wer die Genehmigungs- bzw. Zulassungsbedingungen, die im vorliegenden Erlaß vorgesehen sind, nicht einhält, wird mit den in Artikel 51 § 1 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erwähnten Strafen belegt.

Art. 16. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. November 1987 über gewisse Kategorien von Abfällen, abgeändert durch den Erlaß vom 28. September 1990, wird in bezug auf die PCB/PCT aufgehoben.

Art. 17. Für die Ansiedlung und die Betreibung der in Artikel 4 erwähnten Anlagen finden die Bestimmungen der Kapitel I und II von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und die Bestimmungen von Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, keine Anwendung mehr, was den Schutz der Nachbarschaft und der Umwelt betrifft.

Art. 18. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 19. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. April 1992.

Der Vorsitzende, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 1684

[C — 27263]

9 APRIL 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de polychloorbifenylen en polychloorterfenylen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschappen, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op de richtlijn 76/403/EEG van 6 april 1976 van de Raad van de Europese Economische Gemeenschappen betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 juli 1991 en 25 juli 1991 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof van 5 april 1990;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van 28 september 1990;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, goedgekeurd bij het besluit van de Regent van 11 februari 1946, inzonderheid op titel I;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

Afdeling 1. — Algemeenheden

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° PCB/PCT : polychloorbifenylen en polychloorterfenylen of mengsels die meer dan 50 mg/kg PCB of PCT of beide stoffen bevatten en die, hetzij gebruikt zijn, hetzij zich in niet meer gebruikte voorwerpen of apparaten bevinden;

2° inzameling : de ophaal-, sorterings- of hergroeperingshandelingen van PCB/PCT's met het oog op hun vervoer;

3° vervoer : de ladings-, verzendings- en ontladingshandelingen van PCB/PCT's;

4° hergroepering : de voorlopige immobilisatie van de stoffen op een gemachtigde opslagplaats met de mogelijkheid om PCB/PCT's van verschillende herkomsten te vermengen;

5° voorbehandeling : elke handeling die de wijziging van de fysieke staat van de PCB/PCT's tot gevolg heeft en waarna nog een verwijderingshandeling verricht dient te worden;

6° verwijdering : elke vernietigingshandeling van PCB/PCT's;

7° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort.

Art. 2. Het is verboden zich te ontdoen van PCB/PCT's, alsmede PCB/PCT's bevattende voorwerpen en apparaten af te staan, behalve indien zij :

1° aan een erkende natuurlijke of rechtspersoon worden afgegeven die gemachtigd is tot de hergroepering, voorbehandeling en de verwijdering van PCB/PCT's;

2° aan een natuurlijke of rechtspersoon worden afgegeven die in een ander gebied dan het Waalse Gewest of in een ander land is gevestigd, voor zover de bezitter van PCB/PCT's ervoor zorgt dat die persoon gemachtigd is tot de inzameling, hergroepering, voorbehandeling of de verwijdering van PCB/PCT's.

Art. 3. Het inzamelen, vervoeren, hergroeperen, voorbehandelen en verwijderen van PCB/PCT's, alsmede van de PCB/PCT's bevattende voorwerpen of apparaten of die zulke stoffen hebben bevat, geschieden overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen, met inbegrip van de bepalingen betreffende de aangiften van bezit en van oplevering van giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

Afdeling 2. — Vergunningen tot vestiging en tot exploitatie van een hergroeperings-, voorbehandelings- of een verwijderingsinstallatie

Art. 4. § 1. Zijn onderworpen aan vergunning de vestiging en de exploitatie van hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallaties van PCB/PCT's, alsmede de uitbreiding of de wijziging van de activiteiten of elke verbouwing van de inrichtingen wanneer zij schade aan het milieu kunnen berokkenen.

§ 2. De vergunning voor een verwijderingsinstallatie geldt als vergunning voor een voorbehandelings- en als hergroeperingsinstallatie. De vergunning voor een voorbehandelingsinstallatie geldt als vergunning voor een hergroeperingsinstallatie.

Art. 5. De procedure voor de indiening van de aanvraag en de toekennings-, opschortings- en intrekkingsoverwaarden van de in artikel 4 bedoelde vergunning zijn die bepaald in hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen.

Afdeling 3. — Erkenning van de ophalers en vervoerders van PCB/PCT's

Art. 6. Elke ophaler of vervoerder van PCB/PCT's moet overeenkomstig hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen, erkend worden als ophaler of vervoerder van giftige afvalstoffen.

Art. 7. Om erkend te worden moet de ophaler van PCB/PCT's zich verbinden alle PCB/PCT's waarvan de minimale hoeveelheid in het erkenningsbesluit bepaald is, met ingang van de datum van de ophaalaanvraag zo spoedig mogelijk in te zamelen.

Art. 8. Het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte uittreksel betreffende de beslissing tot erkenning als ophaler van PCB/PCT's vermeldt, naast de voor elke beslissing tot erkenning als ophaler van afvalstoffen vereiste gegevens, het grondgebied waarvoor de erkenning is toegekend en de in te zamelen minimale hoeveelheid in geval van inzamelingsaanvraag.

Art. 9. De erkende ophaler die, op het in het erkenningsbesluit bepaalde grondgebied, geheel of gedeeltelijk afziet van de inzameling van PCB/PCT's, betekent zijn beslissing aan de Minister die daarvan kennis neemt. Het afzien heeft uitwerking met ingang van de negentigste dag na de betekening ervan. De beslissing waarbij de Minister van het afzien van de erkenning kennis neemt wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 4. — Erkenning van de exploitanten van hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinrichtingen

Art. 10. Elke exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie van PCB/PCT's moet overeenkomstig hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen, erkend worden als exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie van giftige afvalstoffen.

De erkenning als exploitant van een verwijderingsinstallatie geldt als erkenning als exploitant van een voorbehandelings- en hergroeperingsinstallatie. De erkenning als exploitant van een voorbehandelingsinstallatie geldt als erkenning als exploitant van een hergroeperingsinstallatie.

Art. 11. Bovendien moet elke exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie van PCB/PCT's zich verbinden tot het aanvaarden of het verwijderen van PCB/PCT's die hem door een bezitter of een erkende ophaler worden afgegeven en waarvan de minimale hoeveelheid in het erkenningsbesluit bepaald is.

De exploitant van een erkende verwijderingsinstallatie mag geen PCB/PCT's aanvaarden indien hij ze niet kan verwijderen in een installatie waarvoor een vestigings- en exploitatievergunning werden afgeleverd.

Art. 12. Het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte uittreksel betreffende de beslissing tot erkenning als exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie van PCB/PCT's vermeldt, naast de voor elke beslissing tot erkenning als exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinstallatie van PCB/PCT's vereiste gegevens, de te aanvaarden minimale hoeveelheid in geval van aanvraag om inontvangstneming.

Art. 13. Elke erkende exploitant van een hergroeperings-, voorbehandelings- of verwijderingsinrichting van PCB/PCT's die geheel of gedeeltelijk afziet van de hergroepering, voorbehandeling of verwijdering van PCB/PCT's, betekent zijn beslissing aan de Minister die daarvan kennis neemt. Het afzien heeft uitwerking negentig dagen na de betekening. De beslissing waarbij de Minister van het afzien van de erkenning kennis neemt, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 5. — Straf- en slotbepalingen

Art. 14. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de strafbepalingen van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen.

Art. 15. Degene die de in dit decreet bepaalde vergunnings- of erkenningsvoorwaarden niet naleeft, wordt bestraft met de in artikel 51, § 1, van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen bedoelde straffen.

Art. 16. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van 28 september 1990, is opgeheven wat de PCB/PCT's betreft.

Art. 17. Voor de vestiging en de exploitatie van de in artikel 4 bedoelde inrichtingen zijn de bepalingen van de hoofdstukken I en II, Titel I, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming en van artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemene regeling op de giftige afvalstoffen niet meer van toepassing wat de bescherming van de omgeving en van het leefmilieu betreft.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 19. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 april 1992.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Elektrische lijnen. — Verklaringen van openbaar nut

Een koninklijk besluit van 18 mei 1992 verklaart van openbaar nut ten voordele van de S.V. Gecoli, te Linkebeek, het aanleggen van elektrische leidingen op het grondgebied van de gemeenten Diest, Tessenderlo, Ham, Laakdal en Meerhout.

Een koninklijk besluit van 18 mei 1992 verklaart van openbaar nut ten voordele van de S.V. Gecoli, te Linkebeek, het aanleggen van elektrische leidingen op het grondgebied van de gemeenten Deerlijk en Waregem.

Een koninklijk besluit van 18 mei 1992 verklaart van openbaar nut ten voordele van de S.V. Gecoli, te Linkebeek, het aanleggen van elektrische leidingen op het grondgebied van de gemeenten Tielt en Pittem.

Elektrische lijnen. — Wegvergunning

Een koninklijk besluit van 18 mei 1992 verleent een wegvergunning aan de S.V. Gecoli, te Linkebeek, voor het aanleggen van elektrische leidingen op het grondgebied van de gemeenten Diest, Tessenderlo, Ham, Laakdal en Meerhout.

Een koninklijk besluit van 22 mei 1992 keurt de wegvergunningen goed voor de aanleg van elektrische leidingen verleend door :

- de bestendige deputatie van de provinciale raad van Brabant, op 16 januari 1992, aan de N.V. Electrabel, te Brussel;
- de bestendige deputatie van de provinciale raad van Antwerpen, op 10 juli 1992, aan de N.V. Electrabel, te Brussel;
- de bestendige deputatie van de provinciale raad van Luik, op 20 februari 1992, aan de S.V. Gecoli, te Linkebeek;
- de bestendige deputatie van de provinciale raad van Henegouwen, op 27 februari 1992, aan de S.V. Gecoli, te Linkebeek;
- de bestendige deputatie van de provinciale raad van Limburg, op 12 maart 1992, aan de S.V. Gecoli, te Linkebeek;
- het college van burgemeester en schepenen van de stad La Louvière, op 9 maart 1992, aan de S.V. Gecoli, te Linkebeek;
- de bestendige deputatie van de provinciale raad van Oost-Vlaanderen, op 24 maart 1992, aan de S.V. Gecoli, te Linkebeek;
- het college van burgemeester en schepenen van de stad Charleroi op 21 januari 1992, aan de S.V. Gecoli, te Linkebeek.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Lignes électriques. — Déclarations d'utilité publique

Un arrêté royal du 18 mai 1992 déclare d'utilité publique au bénéfice de la S.C. Gecoli, à Linkebeek, l'établissement de canalisations électriques sur le territoire des communes de Diest, Tessenderlo, Ham, Laakdal et Meerhout.

Un arrêté royal du 18 mai 1992 déclare d'utilité publique au bénéfice de la S.C. Gecoli, à Linkebeek, l'établissement de canalisations électriques sur le territoire des communes de Deerlijk et Waregem.

Un arrêté royal du 18 mai 1992 déclare d'utilité publique au bénéfice de la S.C. Gecoli, à Linkebeek, l'établissement de canalisations électriques sur le territoire des communes de Tielt et Pittem.

Lignes électriques. — Permission de voirie

Un arrêté royal du 18 mai 1992 accorde une permission de voirie à la S.C. Gecoli, à Linkebeek, pour l'établissement de canalisations électriques sur le territoire des communes de Diest, Tessenderlo, Ham, Laakdal et Meerhout.

Un arrêté royal du 22 mai 1992 approuve les permissions de voirie pour l'établissement de canalisations électriques accordées par :

- la députation permanente du conseil provincial du Brabant, le 16 janvier 1992, à la S.A. Electrabel, à Bruxelles;
- la députation permanente du conseil provincial d'Anvers, le 10 juillet 1992, à la S.A. Electrabel, à Bruxelles;
- la députation permanente du conseil provincial de Liège, le 20 février 1992, à la S.C. Gecoli, à Linkebeek;
- la députation permanente du conseil provincial du Hainaut, le 27 février 1992, à la S.C. Gecoli, à Linkebeek;
- la députation permanente du conseil provincial du Limbourg, le 12 mars 1992, à la S.C. Gecoli, à Linkebeek;
- le collège des bourgmestre et échevins de la ville de La Louvière, le 9 mars 1992, à la S.C. Gecoli, à Linkebeek;
- la députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale, le 24 mars 1992, à la S.C. Gecoli, à Linkebeek;
- le collège des bourgmestre et échevins de la ville de Charleroi, le 21 janvier 1992, à la S.C. Gecoli, à Linkebeek.